



Adresse de la CGT-IFSTTAR aux personnels

Lors des CTP des 03 septembre et 6 janvier derniers, la CGT a dit **Non** à une création précipitée de l'IFSTTAR et **non** à l'organisation interne proposée par la Directrice Générale.

Oui, sans aucun doute à la fusion, **si l'occasion est saisie d'améliorer notre projet scientifique, notre organisation, nos conditions de vie et de travail, d'éliminer le travail précaire, mais non** à une fusion imposée aux personnels, sans concertation, dans un contexte de Révision Générale des Politiques Publiques, qui signifie partout simplement réduction des effectifs et du service public, comme on l'a encore vu ces jours-ci pour la justice et la police. **La CGT ne veut pas d'une fusion prétexte à réduction d'effectifs.** Même si la Direction Générale se défend de telles réductions aujourd'hui, cela ne l'empêche pas d'ouvrir de nombreux chantiers pour faire des « économies d'échelles » dans toutes les fonctions supports. Cela signifie moins de services aux agents, un fonctionnement dégradé, des missions transférées au privé, donc des emplois publics supprimés.

Oui, à la construction d'un vrai projet scientifique : **la CGT propose qu'il soit élaboré avec les personnels, pour répondre aux besoins sociétaux, et non aux intérêts financiers** Nous revendiquons une vraie démarche participative, pas un simulacre comme celui qui a été mis en place lors du projet de réorganisation 2009-2010 de l'ex-LCPC, ou bien encore lors de la fusion pour les services supports. Mais **non** s'il s'agit uniquement de nous divertir - aucun projet n'est réalisable dans le contexte de suppression d'emplois annoncées dès 2012 et 2013.

Oui, à un projet d'organisation, mais **non** si celui-ci se traduit par des organigrammes complexes et illisibles, projet qui de surcroît n'a pas été discuté avec tous les agents concernés. **La CGT demande que l'organisation interne soit clarifiée**, que les fiches de postes et les lettres de missions soient disponibles pour tous les agents, que les annuaires et les listes de diffusion soient mis à jour. Nous demandons aussi que l'humain soit remis au centre de l'organisation de travail, pour en finir avec une vision comptable et structurelle des réorganisations successives, qui sont de véritables traumatismes psychologiques pour les agents.

Oui, oui à un dialogue social, mais **non, non** à un faux-semblant. La CGT demande dès aujourd'hui à la Direction Générale de bien vouloir mettre en place un **vrai dialogue social**.

- Afin d'en finir avec les documents donnés et/ou découverts en séance.
La CGT souhaite que l'administration lui permette de réaliser ses missions pleinement. Elle demande notamment que des documents de travail complets et à jour, soient fournis aux différentes instances (CTP, CHS, CA et CS), au moins 1 semaine avant les réunions.
- Afin d'en finir avec les réunions informelles entre l'administration et les organisations syndicales en amont, des réunions statutaires. A noter que ces réunions ne font l'objet d'aucun compte rendu envoyé aux tutelles.
La CGT souhaite que les instances ne soient plus considérées comme des chambres d'enregistrement mais comme des lieux d'expressions et de débats.

- Afin d'en finir avec les engagements pris qui ne sont jamais tenus.
La CGT souhaite que les promesses faites par la Direction Générale aux représentants du personnel soient respectées. La CGT a fait de nombreuses propositions, acceptées par la Direction en réunions, mais qui n'ont cependant jamais été mises en œuvre (proposition de participation à la rédaction du cahier des charges pour la formation des cadres, proposition de mise en place d'indicateurs « sociaux » dans le cadre de la mise en place du nouveau contrat quadriennal...).
- Afin d'en finir avec une information partielle des représentants du personnel, sur les seuls sujets qui intéressent la Direction Générale.
La CGT souhaite que la Direction soit responsable et transparente sur ses choix de gestion (évolution des effectifs, budgets, création de filiales....).
La CGT revendique la transparence sur les recrutements, pour en finir avec le copinage et les contrats « négociés », et pour une vraie égalité de traitement.
La CGT revendique la transparence sur les budgets, pour en finir avec les réductions drastiques dans les unités de recherche, et pour une dépense maîtrisée de tous.

La CGT continuera de défendre les intérêts collectifs et individuels dans le cadre de la fusion, au sein des différentes instances et auprès de la Direction Générale, mais aussi plus globalement pour :

- La défense des emplois publics, dans le cadre notamment du chantier initié par le ministère de la Fonction Publique. La CGT revendique le recrutement sur statut, seule garantie de la neutralité et de l'égalité de traitement ;
- La défense du pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires. La perte du pouvoir d'achat n'a cessé de s'aggraver depuis 2000, et ce ne sont pas les mesures proposées qui peuvent y répondre. L'individualisation des rémunérations et primes n'a jamais été une solution pérenne. Elle engendre individualisme, concurrence, et tensions dans les équipes de travail. Le troc emploi / salaires longtemps défendu par la Fonction Publique a démontré aujourd'hui qu'il est synonyme d'une politique perdant /perdant, car non seulement les salaires n'ont pas augmenté, mais les effectifs ont continué de baisser. Enfin l'action sociale ne saurait constituer un complément salarial, contrairement à ce que d'autres organisations syndicales pensaient lorsqu'elles ont signé les accords Jacob en 2005.
La CGT vous invite à signer la pétition intersyndicale sur les salaires à l'adresse <http://salairesfonctionpublique.fr>
- Une recherche indépendante des marchés financiers, utile pour répondre aux attentes sociétales : la dilution dans des structures multiples (pôles de compétitivité, PRES, UNEX, LABEX...) n'a pour seule vocation que d'orienter les recherches au profit du privé, au détriment d'une recherche axée sur la production de connaissances, seule garante d'avancées futures.

**Vous souhaitez vous impliquer dans la vie de l'IFSTTAR !
Marre de vous sentir comme un mouton ! Vous voulez agir avec l'appui de la première organisation syndicale en France ?**

Syndiquez-vous à la CGT : Contacter vos représentants sur chaque site :

- A Paris : Corinne Husson (54 04) ou Fabrice Le Maou (53 95)
- A Marne la Vallée : Reinhard Gressel (56 76)
- A Bron : Brigitte Reig (25 39)
- A Nantes : Christophe Joubert-Boitat (57 26) ou Paul Marsac (58 13)
- A Villeneuve d'Ascq : Nathalie Bourbotte (83 40) ou Charles Tatkeu (84 01)